

CAMEROON WEEKLY PRESS REVIEW

BY LEXLAU

PROMOTE 2022

UN AGRITECH SERA OUVERT

Lors d'une conférence jeudi dernier, le président de la Fondation Internationale Interprogress, Pierre ZUMBACH et son homologue Guy MAPONDJOU, commissaire général d'AgriTech 2022, ont donné des détails sur la toute première plateforme de l'agriculture, l'agroalimentaire, et l'agro-industrie : « L'AgriTech 2022 » qui se tiendra du 19 au 27 février 2022 au palais des Congrès à Yaoundé.

A l'occasion de sa 6ème édition de Promote 2022, l'AgriTech aura pour but de regrouper les acteurs de ses différents secteurs dans un même espace en vue de leur permettre d'échanger, parler de leurs expériences et de recevoir leurs clients.

CBT, 17 JANVIER 2022, p.21.

BANQUES ET FINANCES

NOUVELLES CONDITIONS DE RAPATRIEMENT DES DEVICES EN ZONE CEMAC POUR LES ENTREPRISES EXTRACTIVES

Le 23 décembre 2021, le comité ministériel de l'Union monétaire de l'Afrique centrale (UMAC) a adopté un règlement portant sur les « modalités de mise en œuvre de certaines dispositions de la réglementation des changes par les entreprises extractives ».

En effet, après trois (3) ans de tolérance, le nouveau règlement sur le change - qui s'inscrit surtout en droite ligne des compromis trouvés le 17 décembre 2021 entre la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC) et les représentants des industries pétrolières et minières opérant dans la communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) - vise à définir les règles spécifiques relatives à la mise en œuvre de l'obligation de rapatriement des avoirs en devise détenues à l'extérieur de la CEMAC, ainsi que celles afférentes à la déclaration et domiciliation des importations et exportations réalisées par les entreprises extractives résidentes.

Le nouveau règlement sur le change consacre pour ces nouveaux acteurs et en raison de leurs spécificités, un taux de rétrocession de 35% des devises générées par leurs activités dans les comptes Onshore, contre 70% pour les autres assujettis

Ecomatin, 18 JANVIER 2022, p.3.

POLITIQUES PUBLIQUES

LES RECETTES FISCALES AUGMENTENT DE 119% EN 10 ANS.

Au cours des 10 dernières années, les recettes fiscales ont augmentées.

Ce niveau de performance est, selon la Direction Générale des Impôts, dû à la mise en œuvre réussie d'importantes réformes de l'administration des impôts et de la politique fiscale.

En effet, l'administration fiscale au cours de ces 10 dernières années s'est positionnée au premier poste de mobilisation des ressources financières, tant au profit de l'Etat, des collectivités territoriales décentralisées, que de certaines entités publiques en réussissant un doublement des recettes fiscales totales collectées.

Les recettes fiscales sont passées de 1006,8 milliards FCFA en 2010 à 2 261,8 milliards de FCFA en 2019.

De 1 937 milliards de FCFA en 2010 à 3 517,7 milliards de FCFA en 2019, les recettes budgétaires propres de l'Etat (hors dons et emprunts) ont connu une augmentation de 1 580,7 milliards de FCFA en 10 années, soit un taux de +81,6% en valeur relative.

Dans le même temps, l'apport de la DGI aux recettes propres de l'Etat est passé de 939,7 milliards de FCFA en 2010 à 2 060,7 milliards de FCFA en 2019, soit un bond de 1 121 milliards de FCFA pour un taux de collecte de 119,3%.

La part de la DGI aux ressources propres de l'Etat autrefois de 48,5% en 2010, s'est hissée à 58,6% en 2019 non sans franchir la barre des 60,7% en 2017.

Grâce à ces performances, les recettes affectées aux collectivités territoriales décentralisées et aux entités publiques ont triplé sur la période. Elles sont ainsi passées de 67,1 milliards de FCFA en 2010 à 201,1 milliards en 2019.

Ecomatin, 18 JANVIER 2022, p.7.

IMPORT SUBSTITUTION

LES PROPOSITIONS DU THINK TANK CAMERCAP

Le Think Tank CAMERCAP (centre d'analyses et de recherches sur les politiques économiques et sociales du Cameroun) décrypte la portée de nouvelles politiques budgétaires et fait des propositions en vue d'asseoir efficacement la production des biens locaux du fait de l'import-substitution en cours de programmation et conception au Cameroun.

Celui-ci relève des insuffisances par rapport à la politique budgétaire du pays à travers une analyse de la circulaire relative à la préparation du budget de l'Etat et fait des propositions afin de mieux recadrer ladite politique. Parmi les propositions

-Une rupture avec des pratiques inadaptées : pour le Think Tank, le budget doit servir de mission avant-gardiste d'investissement pour le secteur productif. Ainsi pour donner chair à l'import substitution, il faut activer le levier budgétaire qui déblocquera les leviers monétaire et commercial rendant inopérante les contraintes bilatérale et multilatérale ;

-L'adaptation du modèle budgétaire afin de soutenir le système productif national, la rationalisation des choix budgétaires et la définition d'orientation claire sur la dépense de consommation de l'Etat ;

-L'application de l'ABAQUE budgétaire : il s'agit d'un mécanisme d'ajustement veillant au respect de l'équilibre spécifique entre l'adéquation des recettes et dépenses en devises. Pour le Think Tank, cela revient à éloigner le déséquilibre en devise du budget ;

CAMEROON WEEKLY PRESS REVIEW

BY LEXLAU

-La limitation de la sortie de ses devises pour privilégier l'importation de certains produits de nature dans le cadre de l'import-substitution et la fixation de la quotité budgétaire allouée au financement des importations directes et indirectes ;
-La mise en place d'un système d'échange local ou monnaie complémentaire souvent désignée sous le vocable de monnaie binaire, d'incitations à la transformation locale des produits et définition des barrières tarifaires et non tarifaires des importations des produits à faible technologie.

Ecomatin, 18 JANVIER 2022, p.7.

MOBILITÉ URBAINE

ROGER MBASSA NDINE VEUT RELANCER LE PROJET DE CONSTRUCTION D'UNE LIGNE DE TRAMWAY A DOUALA

Dans l'optique d'améliorer les conditions de vie des populations de Douala, le super-maire de la communauté urbaine de Douala Roger MBASSA NDINE s'est exprimé le 08 janvier 2022 en vue de relancer le projet de construction d'une ligne de tramway à Douala.

En effet, Vieux de 5 ans, le projet comprend la construction d'un tramway d'une longueur de 50 km, il vise à faciliter la mobilité urbaine dans la ville de Douala.

La communauté urbaine de Douala compte environ 3,5 millions d'habitants ce qui préoccupe la mobilité urbaine face à l'insuffisance de son réseau routier et ses moyens de transport limités.

Le projet de construction d'une ligne de tramway aura pour but d'améliorer des voies de circulation et des moyens de transport urbains. Le projet est évalué à environ 700 milliards de FCFA ; il sera réalisé avec le projet BRT (bus Rapid transit) qui porte sur la mise sur pied d'un système moderne de transport de masse.

Ecomatin, 18 JANVIER 2022, p.7.

POLITIQUES PUBLIQUES

INNOVATIONS DOUANIERES POUR L'EXERCICE BUDGETAIRE 2022

La Direction Générale des Douanes détaille dans un document, les innovations qu'elle compte implémenter dans plusieurs secteurs à l'essor de l'économie locale pour l'exercice 2022.

En effet, afin d'atteindre ces objectifs qui lui ont été assignées lors de l'adoption de la loi de finances 2022, l'administration douanière résume lesdites innovations en trois blocs:

- Il s'agit de la relance économique qui vise à poursuivre l'implémentation de la politique d'import-substitution qui ambitionne de révolutionner l'économie locale en limitant les importations tout en mettant en place des mécanismes pour développer l'industrie locale ;
- l'optimisation des recettes douanières et l'amélioration du climat des affaires qui vise à augmenter de manière considérable le financement de l'enlèvement

le traitement des ordures, pour cela, un droit d'accise spécial de l'ordre de 1% sera appliqué à toutes les marchandises importées, à l'exception des importations en franchise prévues par le Code des Douanes de la Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC).

STRATEGIES

8.600 MILLIARDS DE F. CFA GENERES PAR L'EXPLOITATION DU PIPELINE TCHAD/CAMEROUN

Les ressources générées par l'exploitation du pipeline Tchad/Cameroun profitent aux deux pays voisins de la communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale(CEMAC), le Cameroun et le Tchad.

En effet, d'après les données publiées par COTCO (la Cameroon Oil Transportation Company), le projet avait déjà généré 15,018 milliards de dollars, soit environ 8605 milliards de FCFA de revenus pour le Tchad et le Cameroun depuis son démarrage en 2003 jusqu'en 2020.

La communauté urbaine de Douala compte environ 3,5 millions d'habitants ce qui préoccupe la mobilité urbaine face à l'insuffisance son réseau routier et ses moyens de transport limites.

Les revenus tirés de la mise en œuvre de ce projet sont influencés par divers facteurs à l'instar de l'évolution des coûts de l'or noir, les coûts d'exploitation et les investissements en capital.

Ecomatin, 18 JANVIER 2022, p.6.

CAMEROON WEEKLY PRESS REVIEW

BY LEXLAU

CLASS OF 2022

an Agritech will be opened

At a conference, last Thursday the president of the International Foundation Inter-progress Pierre ZUMBACH and his counterpart Guy MAPONDJOU, Commissioner-General of Agritech 2022, gave details of the first-ever platform for agriculture, agribusiness and agro-industry: "Agritech 2022" which will be held from February 19 to 27 at the Palais des Congres in Yaounde. .

On the occasion of its 6th edition of Promote 2022, the Agritech will aim at gathering the actors of these different sectors in the same space to enable the exchange of talks about their experiences and how they received their customers.

CBT, 17 JANUARY 2022, p.21.

BANKING AND FINANCE

NEW CONDITIONS FOR REPATRIATION OF FOREIGN CURRENCY IN THE CEMAC ZONE FOR EXTRACTIVE COMPANIES

On December 23 2021, the ministerial committee of the Monetary Union of Central Africa (UMAC) adopted a regulation on the "modalities of implementation of some provisions of the foreign exchange regulations by extractive companies.

Indeed, after three (3) years of tolerance, the new regulation on foreign exchange which is in line with the concessions reached on 17 December 2021 between the Bank of Central African States (BEAC) and representatives of the oil and mining industries operating in the Central African Economic and Monetary Community (CEMAC), aims to define the specific rules relating to the implementation of the obligation to repatriate foreign currency assets held outside CEMAC, as well as those relating to the declaration and domiciliation of imports and exports by resident extractive companies.

It establishes for these new actors and because of their specificities, a retrocession rate of 35% of the currencies generated by their activities in the Onshore accounts, against 70% for the other taxable persons.

Ecomatin, 18 JANUARY 2022, p.3.

PUBLIC POLICY

Tax revenues have increased by 119% in 10 years.

According to the Directorate General of Taxes, the level of performance over the past 10 years is due to the successful implementation of major reforms in tax administration and tax policy.

In fact, over the past 10 years, the tax administration has become the leading source of financial resources for the state, decentralised local authorities and certain public entities, doubling the total tax revenue collected.

These have risen from CFAF 1006.8 billion in 2010 to CFAF 2 261.8 billion in 2019.

From CFAF 1 937 billion in 2010 to CFAF 3 517.7 billion in 2019, the State's budgetary revenue (excluding grants and loans) has increased by CFAF 1 580.7 billion in 10 years, i.e. a rate of +81.6% in relative value.

At the same time, the DGI's contribution to the State's revenue rose from CFAF 939.7 billion in 2010 to CFAF 2 060.7 billion in 2019, a jump of CFAF 1 121 billion for a collection rate of 119.3%.

The DGI's share of the State's own resources, which used to be 48.5% in 2010, has risen to 58.6% in 2019, although it passed the 60.7% mark in 2017.

Thanks to this performance, the revenue allocated to decentralised local authorities and public entities tripled over the period. They thus rose from CFAF 67.1 billion in 2010 to CFAF 201.1 billion in 2019.

Ecomatin, 18 JANUARY 2022, p.7.

IMPORT SUBSTITUTION

LES PROPOSITIONS DU THINK TANK CAMERCAP

The Think Tank CAMERCAP (Center for Analysis and Research on Economic and Social Policies of Cameroon) deciphers the scope of new budgetary policies and makes proposals to effectively establish the production of local goods due to the import-substitution being planned and designed in Cameroon.

It identifies shortcomings with the country's budgetary policy through an analysis of the circular on the preparation of the state budget and makes proposals to better reframe the policy. The propositions are:

- **A break with unsuitable practices:** pour le think tank, le budget doit servir de mission avant-gardistfor the think tank, the budget must serve as a forward-looking investment mission for the productive sector. Thus, to give substance to import substitution, it is necessary to activate the budgetary lever which will unblock the monetary and commercial levers, making bilateral and multilateral constraints inoperative;

- **The adaptation of the budgetary model** afin de soutenir le système productif national, la rationalisation des choix budgétaire et la définition d'orientation claire sur la dépense de consommation de l'Etat ;

-**The application of the budgetary ABAQUE:** this is an adjustment mechanism that ensures the respect of the specific balance between the adequacy of revenues and expenditures in foreign currency. For the Think Tank, this amounts to keeping the foreign exchange imbalance away from the budget;

CAMEROON WEEKLY PRESS REVIEW

BY LEXLAU

-Limiting the outflow of foreign currency to favor the import of certain products within the framework of import-substitution and fixing the budgetary quota allocated to the financing of direct and indirect imports;

-The establishment of a local exchange system or complementary currency, often referred to as binary currency, incentives for the local transformation of products and the definition of tariff and non-tariff barriers to imports of low-tech products.

Ecomatin, 18 JANUARY 2022, p.7.

URBAN MOBILITY

Roger MBASSA NDINE wants to relaunch the project to build a tramway line in Douala.

Intending to improve the living conditions of the people of Douala, the Super Mayor of the Douala Urban Community, Roger MBASSA NDINE, on January 8, 2022, expressed his desire to relaunch the project to build a tramway line in Douala.

Indeed, 5 years old, the project includes the construction of a tramway with a length of 50km, it aims to facilitate urban mobility in the city of Douala.

Urban community of Douala has a population of about 3.5 million inhabitants, which is a concern in terms of urban mobility due to the inadequacy of its road network and its limited means of transport.

The project to build a tramway line will aim to improve traffic routes and urban transport facilities. The project is estimated to cost around CFAF 700 billion and will be carried out in conjunction with the BRT (Bus Rapid Transit) project, which aims to set up a modern mass transport system.

Ecomatin, 18 JANUARY 2022, p.7.

PUBLIC POLICY

Customs innovations for the 2022 budget year

The Directorate General of Customs has detailed in a document, the innovations that it intends to implement in several sectors to boost the local economy for the 2022 fiscal year.

Indeed, to achieve these objectives that were assigned to it during the adoption of the 2022 finance law, the customs administration summarized the said innovations in three blocks:

- These are economic recovery, which aims to continue the implementation of the import-substitution policy that aims to revolutionize the local economy by limiting imports while putting in place mechanisms to develop local industry;
- optimizing customs revenue and improving the business climate, which aims to considerably increase the financing of waste collection.

and treatment. To this end, a special excise duty of around 1% will be applied to all imported goods, except for duty-free imports provided for by the Customs Code of the Central African Economic and Monetary Community (CEMAC).

STRATEGIES

8,600 BILLION CFAF GENERATED BY THE OPERATION OF THE CHAD/CAMEROON PIPELINE

The resources generated by the exploitation of the Chad/Cameroon pipeline benefit the two neighboring countries of the Central African Economic and Monetary Community (CEMAC), Cameroon and Chad.

Indeed, according to data published by COTCO (the Cameroon Oil Transportation Company), the project had already generated \$15.018 billion, or about CFAF 8,605 billion, in revenue for Chad and Cameroon from its start-up in 2003 until 2020.

The urban community of Douala has about 3.5 million inhabitants, which is a concern for urban mobility due to the inadequacy of its road network and its limited means of transport.

Revenues from the implementation of this project are influenced by various factors such as the evolution of the cost of black gold, operating costs and capital investments.

Ecomatin, 18 JANUARY 2022, p.6.